

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VTFR Tuberie d'Aulnoye

64 RUE DE LEVAL
BP 20159
59620 Aulnoye-Aymeries

Références : 2026 - V3 - 035
Code AIOT : 0007000633

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement VTFR Tuberie d'Aulnoye implanté 64 rue Leval BP 20159 59620 Aulnoye-Aymeries. L'inspection a été annoncée le 25/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 décembre 2025. L'inspection a été annoncée le 25 novembre 2025.

L'objectif est d'approfondir le respect de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VTFR Tuberie d'Aulnoye
- 64 rue Leval BP 20159 59620 Aulnoye-Aymeries
- Code AIOT : 0007000633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine implantée à Aulnoye-Aymeries est une filiale du groupe VALLOUREC.

La tuberie produit des tubes laminés à chaud,sans soudure.

Les principales activités de la société sont :

le travail des métaux à froid,

le forgeage à chaud,

le traitement thermique.

Ces tubes sont ensuite utilisés pour l'industrie mécanique, l'industrie pétrolière et les chaudières (tubes collecteurs en amont et en aval des faisceaux d'échange thermique).

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 25 mai 2009 modifié.

Les installations relèvent de la Directive dite «IED».

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Plans de surveillance et d'entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b et 26.I.2.b)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	Sans objet
5	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra reprendre l'ensemble de sa documentation régissant le risque de prolifération de légionelles (Analyses Méthodiques des Risques ou AMR, plan d'entretien, plan de surveillance, fiche de stratégie de traitement).

Des demandes d'actions correctives ont été formulées en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p>

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant exploite 2 tours aéroréfrigérantes (TARs) avec 2 circuits différents (même si une interconnexion existe):

- Circuit de réfrigération de l'installation SDP - Tour Hamon SDP : puissance 6100 kW (tour ouverte)

- Circuit de réfrigération de l'installation TTH - Tour Hamon TTH : puissance 13000 kW (tour ouverte)

L'installation est donc soumise au régime de l'enregistrement.

A ce titre, une révision annuelle de l'AMR doit être réalisée.

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport n°17484638 datant du 05/01/2018 qui fait office d'AMR.

L'inspection a fait les constats suivants

- l'AMR n'a pas été mis à jour depuis 2018, soit il y a plus de 7 ans (non-conformité n°1) alors qu'elle doit être révisée chaque année

- une seule AMR est réalisée, alors que les fonctionnements de ces deux installations sont distinctes (à étudier l'intérêt de disposer de deux AMR distinctes)

- l'AMR actuel ne contient pas de schéma de principe : un logigramme est disponible en annexe 1 qui a pour objectif de décrire le fonctionnement de l'installation mais il n'est pas évident de visualiser le fonctionnement de la TAR.

- les différents régimes de fonctionnement de l'installation TTH n'est pas décrite (uniquement pour l'installation SDP) : l'exploitant veillera à ce que l'ensemble des modes de fonctionnement qui régissent la TAR (différents types de campagnes) et que les bras morts fonctionnels soient bien

<p>décrits dans l'AMR;</p> <p>- de nombreuses actions recommandées et/ou commentaires sont identifiées sans que l'inspection puisse savoir comment elles ont été prises en compte.</p> <p>Il convient d'améliorer la gestion documentaire. L'ensemble des procédures doivent découler de l'AMR, ce qui n'est pas le cas du fait que les éléments ne sont pas clairement exposés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non-conformité n°1 : L'exploitant procédera à la mise à jour annuelle de l'AMR, celle-ci n'ayant pas été révisée depuis 2018, et transmettra la nouvelle version dans un délai de 6 mois.</p> <p>Non-conformité n°2 : L'exploitant mettra à jour les AMR afin d'y intégrer toutes les informations exigées et de corriger les incohérences avec les autres documents réglementaires, et ce, dans un délai de 6 mois.</p> <p>Aucune mise en demeure n'est proposée pour la non-conformité n°1, l'exploitant ayant transmis par mail, le 3 octobre 2025, un bon de commande pour la remise à plat de l'AMR, prévue avant la visite d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Plans de surveillance et d'entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>[...]</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise</p>

les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection le plan d'entretien à travers un document modifiable et non référencé. Ce document liste les opérations de maintenance ou d'entretien à réaliser. Il conviendra que ce document soit référencé dans le corpus documentaire gérant le risque lié à la prolifération de légionelles.

Pour rappel, le plan d'entretien est un plan d'actions permettant, pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, de définir une action pour le gérer. Le plan d'entretien doit découler de l'AMR.

Dans le document transmis, il est difficile de faire le lien entre l'AMR et les actions à réaliser.

De la même manière, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan de surveillance à travers un document modifiable et non référencé.

Ce document liste les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre.

Il conviendra que ce document soit référencé dans le corpus documentaire gérant le risque lié à la prolifération de légionelles.

Par ailleurs, le suivi de ces indicateurs n'est pas en adéquation avec ce qui est réellement fait sur le terrain. Il convient de reprendre ce plan de surveillance afin qu'il soit cohérent avec l'ensemble des autres documents (plan d'entretien et carnet de suivi notamment).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité n°3 : L'exploitant complétera son plan d'entretien afin que le lien avec l'AMR soit réalisé et ce, dans un délai de 6 mois. Par ailleurs, l'exploitant reprendra son plan de surveillance afin qu'il soit cohérent avec l'ensemble des autres documents (plan d'entretien et carnet de suivi notamment).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b et 26.I.2.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif et stratégie de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>26.I.1.b Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>26.I. Traitement préventif</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>
Constats :

<p>La fiche de stratégie de traitement transmis par l'exploitant date du 13 mars 2014. Il convient que l'exploitant s'assure que les produits utilisés soient bien en adéquation avec ce qui est réellement fait sur le terrain.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection rappelle que l'exploitant doit justifier que la stratégie de traitement mis en place est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Pour rappel, l'utilisation d'un biocide non oxydant peut en effet avoir un impact sur l'environnement élevé, masque le risque de prolifération des légionelles et favorise les amibes résistantes (qui contiennent eux-même des légionelles). A ce titre, ce mode d'utilisation est généralement utilisé dans un cadre curatif et non préventif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : L'exploitant ré-analysera sa fiche de stratégie de traitement au regard des prescriptions des articles 26.I.1.b et 26.I.2.b) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. Pour rappel, il convient de justifier le choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien réalisé les prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> sur les deux circuits des deux TAR une fois par mois sur l'ensemble de l'année 2025.</p> <p>A noter qu'en juin 2025, un dépassement > 1000 UFC/L a été détecté lors de l'autosurveillance ainsi que lors d'un contrôle inopiné fait le même jour.</p> <p>Les raisons qui ont conduit à ce dépassement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le traitement du circuit Traitement Thermique (TTH) n'était pas adapté,

<p>- L'absence de circulation d'eau pendant plusieurs jours lors des arrêts du TTH a constitué un bras mort fonctionnel.</p> <p>Pour rappel, ce cas de figure doit être identifié dans l'analyse méthodique des risques afin que des parades soient identifiées pour que ce type d'événement ne puisse pas se reproduire.</p> <p>L'inspection note que des actions curatives et préventives ont été mises en œuvre. Par ailleurs, des PCR ont été réalisés sur une période de 3 mois (juillet à septembre) à une fréquence hebdomadaire sur chacune des TAR. Cela a permis de piloter la présence de légionelles et adapter le traitement en continu.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.</p> <p>En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.</p> <p>Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié que le point de prélèvement n'est pas sous l'influence des produits de traitement ni de l'eau d'appoint.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>